

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Isnard

Prénoms : Thomas

Institution ou entreprise : TI Consulting

Axe(s) :

- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Libérer Les Energies Citoyennes Avec Un Changement de Paradigme

Résumé de votre contribution :

L'impératif d'améliorer les performances environnementales et sociales de nos économies me semble dépendant d'un certain nombre de transformations et de remise en question à réussir en premier. Un plan d'action de transition global, en parallèle d'une réflexion économie stratégique et un renforcement des processus démocratiques. Car nous évoluons dans un univers mondialisé et contraint (en grande partie par nos traités européens et notre poursuite inconditionnelle de la croissance économique, telle que mesurée par le PIB). L'enjeu est de se libérer de ses contraintes (la bonne nouvelle, c'est que nous nous les sommes nous-mêmes fixées pour la plupart, et qu'il semble y avoir un consensus démocratique pour); tout en renforçant la coopération internationale et révéler un vrai pacte social européen, seul garant d'une souveraineté européenne pour laquelle la perte d'indépendance nationale se justifie. Dans le cadre d'une construction d'une société durable, il me semble y avoir quatre points nécessaires et qu'il faut revoir urgemment et préalablement à toute reconstruction écologique pour plus de justice sociale, d'autonomie citoyenne et de démocratie. J'ai organisé mon travail autour de ses quatre points:

- Changer notre relation à la Croissance
- Revoir nos règles de concurrence mondiale et le fonctionnement de l'UE
- Revoir le rôle de nos grandes entreprises mondialisées : pour une meilleure indépendance des Etats, une meilleure répartition des richesses et de la prise de risque.
- Moderniser le fonctionnement de l'Etat pour un nouveau contrat social.

Je récapitule l'esprit de mon travail autour de trois piliers: **CONCLUSION: BATIR ATOUR DE TROIS PILLIERS DE NOUVELLES POLITIQUES ECONOMIQUES** : Elles doivent comprendre une trajectoire crédible de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'assurer la protection de notre biodiversité. En même temps, elles doivent viser l'amélioration du bien-être et la qualité de vie des citoyens, en réduisant les inégalités aberrantes de patrimoine et de revenus, et en offrant les mêmes opportunités à l'ensemble de la population (financement de grands projets autour de biens publics). Elles doivent permettre de penser ce développement sans la nécessité de la croissance économique (ou au moins telle que mesurée par le PIB). Et donc de penser une activité économique citoyenne davantage tournée vers l'environnement, la culture et le social, ainsi qu'une revalorisation de nos biens publics pour renforcer la cohésion sociale.

UN NOUVEAU MODELE SOCIAL : Il faut passer d'un état protecteur face au travail et à filet de sécurité minimal (car bien souvent quand il faut y faire appel, c'est déjà trop tard « la trappe aux aides sociales »), à un état qui libère davantage les énergies, garantit un capital économique et une formation minimum et accompagne les opportunités. Il faut arrêter de tout baser sur le travail au sein des entreprises, de plus en plus rares, inutiles et destructeur. Comme la relation au travail change, la nature des prestations doit changer. Ce changement de paradigme permettra de relancer l'insertion sociale, compromise aujourd'hui par la rareté et la précarité de l'emploi, qui pourtant continue à définir largement le statut social au sein de notre société.

SOUVERAINTE, DEPENDANCE & INTERDEPENDANCE : La mondialisation actuelle exacerbe la compétition, souvent au détriment de la planète. La souveraineté de bcp d'Etats est mise en danger par le poids géopolitiques de certaines entreprises privés (GAFA). Notre partenariat européen actuel, implique une perte d'indépendance nationale trop importante, et qui ne se retrouve pas par un gain de souveraineté européenne : Elle reste à inventer, sinon la destruction des tissus sociaux au sein de ses Etats membres continuera. Il faut une vision stratégique sur la transition énergétique et les technologies nécessaires pour la réussir, renégocier nos traités européens via un nouveau contrat social entre peuples européens, et redéfinir les règles de jeux de notre mondialisation actuelle à la fois pour mieux se protéger que pour avoir un échange basé sur la coopération et non sur une compétition exacerbée. Pour cela il faut mettre en place des normes environnementales et sociales plus élevées, pour sortir de la compétitivité coût. Si on n'en sort pas le protectionnisme (US-Chine), et de nouveaux conflits s'installeront.

France Stratégie- Covid19 Cadre de Réflexion « Pour un après soutenable »

1- Quelle voie pour une économie durable (il faut définir éco. durable d'abord et ensuite les moyens de son émergence) ?

Un plan de sortie de crise qui intégrera les préoccupations environnementales/la cohérence de nos politiques d'investissement et d'innovation/financement de ces mesures et collaboration européenne

2- Quel modèle social pour faire avec nos vulnérabilités ?

L'inégalité face au travail : essentiel ou télétravail. La vie sociale, l'utilité face au travail, rôle de la dette à repenser et donc doit faire évoluer notre modèle social et notre modèle de société. Le défi c'est désormais rendre le statut social moins dépendant du travail.

3- Quelles interdépendances et formes d'autonomie à différentes échelles ?

La fragilité de nos systèmes économiques et de notre mondialisation/ Repenser l'indépendance, la souveraineté et la solidarité pour une nouvelle mondialisation.

L'impératif d'améliorer les performances environnementales et sociales de nos économies me semble dépendant d'un certains nombres de transformations et de remise en question à réussir en premier. Un plan d'action de transition global, en parallèle d'une réflexion économie stratégique et un renforcement des processus démocratiques. Car nous évoluons dans un univers mondialisé et contraint (en grande partie par nos traités européens et notre poursuite inconditionnelle de la croissance économique, telle que mesurée par le PIB). L'enjeu est de se libérer de ses contraintes (la bonne nouvelle, c'est que nous nous les sommes nous-mêmes fixées pour la plupart, et qu'il semble y avoir un consensus démocratique pour); tout en renforçant la coopération internationale et révéler un vrai pacte social européen, seul garant d'une

souveraineté européenne pour laquelle la perte d'indépendance nationale se justifie.

Dans le cadre d'une construction d'une société durable, il me semble y avoir quatre points nécessaires et qu'il faut revoir urgemment et préalablement à toute reconstruction écologique pour plus de justice sociale, d'autonomie citoyenne et de démocratie. J'ai organisé mon travail autour de ses quatre points:

- Changer notre relation à la Croissance*
- Revoir nos règles de concurrence mondiale et le fonctionnement de l'UE*
- Revoir le rôle de nos grandes entreprises mondialisées : pour une meilleure indépendance des Etats, une meilleure répartition des richesses et de la prise de risque.*
- Moderniser le fonctionnement de l'Etat pour un nouveau contrat social.*

1^{er} Proposition : Changer notre relation à la Croissance

- L'attention et la priorité constante données au PIB doit faiblir. Le PIB a montré ces deux limites un renforcement des inégalités et une destruction de la biodiversité; ainsi que son incapacité à les dépasser en se suffisant à lui-même. La croissance du PIB ne doit plus être l'alpha et l'oméga de toutes nos politiques publiques et le principe qui sous-tend chaque réforme (et particulièrement chaque loi des Finances). L'objectif désormais est de transformer notre outil productif, pour le tourner vers l'amélioration et le verdissement de nos infrastructures et de nos biens. Il faut donner la priorité à une production légère en matériaux, qui peut être délivré localement, recyclable et réutilisable. De manière plus générale, il faut préparer une organisation de la société capable de vivre sans croissance économique globale (donc que l'Etat, ou une collectivité, rémunère la coopération sociale et environnementale et qu'il se finance autrement que par une croissance économique insoutenable, et que de toute façon il ne connaît plus). La croissance est négociable (on le voit avec le confinement), il nous faut modifier notre vocabulaire et notre état d'esprit. Il faut pour cela que toutes activités économiques soient guidées par une dynamique de resserrement progressif de l'empreinte écologique (émissions de gaz à effet de serre) de l'homme sur la Terre ; ainsi qu'à mieux répondre aux besoins essentiels de tous.

Concret: Que nos politiques publiques se libèrent de leurs objectifs (implicites mais tellement présents et pesants de croissance du PIB) pour prendre celui d'une « productivité verte et humaine ». Cela permettra d'atteindre une plus grande cohésion sociale autour d'une harmonie sociale, culturelle et environnementale. Consécutivement, il faut penser un financement déconnecté des performances de ce PIB. Par une monnaie « libre de dette », par un impôt plus progressiste et par l'utilisation d'une épargne qui pour la majorité des français est soit dormante (Livret A ou Compte Epargne); soit sur les marchés financiers (et donc à destination d'entreprises qui ne créent pour la plupart pas d'emploi en France), et donc la finalité de l'activité peut très facilement être critiquée.

- Favoriser le développement de réseaux régionaux forts et indépendants. La période de stagnation que l'Europe connaît depuis 10 ans, a eu deux conséquences : une migration économique au profit de quelques métropoles historiquement favorisées et le retour à une solidarité régionale (souvent familiale, car beaucoup ont du se reposer sur leur famille face à la baisse des salaires et l'augmentation du chômage). Ce tissu régional et local, fait preuve d'indépendance et de résilience. Il doit être favorisé afin de faciliter l'émergence de circuit court et plus propre. Et surtout il doit permettre aux individus d'améliorer leurs situations localement, de développer leurs communes, et connaître la prospérité, sans avoir à faire des centaines de kilomètres pour renforcer une accumulation de richesse au sein de quelques mégalofoles (souvent à leur détriment, se retrouvant là-bas en position de faiblesse). C'est sûrement d'autant plus important que la métropolisation excessive, ainsi que la centralisation excessive semble avoir atteint ses limites (à l'aune de la catastrophe Covid-19).

Concret: Que l'organisation régionale et communale, soit renforcée par des initiatives collectives et citoyennes. L'Etat doit encourager ces initiatives et modes d'organisation économiques collectives (par exemple en coopérative). Des Etats Généraux pour l'Agriculture peuvent constituer une base solide pour remettre ces régions en valeurs et mobiliser des énergies autour d'un plan agricole cohérent, en faveur de la biodiversité cohérent.

- Favoriser la coopération sociale (au lieu de la collaboration au sein de l'entreprise). Il y a nécessité à passer d'une logique de création de richesse individualiste à une logique plus coopérative à objet social et environnemental. Dès l'éducation, certains arrangements doivent permettre aux jeunes élèves de pouvoir s'engager sur certains projets sociaux et environnementaux. Pour cela il est impératif de mieux valoriser certaines activités dont les bénéfices pour la collectivité sont plus forts que la simple mesure de la rentabilité et que la catastrophe sanitaire a pu faire apparaître comme essentielles, l'Agriculture et la Santé. Ces projets historiquement négligés par nos institutions bancaires doivent donc être encouragés (tous les projets qui permettent une émancipation de l'individu et

comporte un apport social et/ou environnemental). Ils doivent recevoir la liquidité et le support nécessaire au début pendant leur lancement, c'est aussi une des conditions pour que les liquidités massives injectées ces dernières années arrivent dans l'Economie réelle et trouve enfin un impact social et environnemental utile. C'est aussi une opportunité de passer d'une économie à fort chômage structurel à une économie à forte utilité sociale et environnementale. Il faut privilégier à nos objectifs macroéconomiques (et souvent technocratiques) des réalisations locales et concrètes. L'Etat doit mettre à disposition de ses citoyens un certains nombres de ressources pour favoriser ces initiatives et donner de la cohérence à l'échelle nationale.

Concret: La mise en place d'un revenu de transition écologique et de solidarité, payé par l'Etat, pourrait permettre, un engagement plus important dans nos activités à haute valeur sociale et environnementale, essentielle pour que la terre reste habitable. Cela diminuera d'autant le nombre de chômeurs et libérera les énergies, pour enclencher un cercle vertueux de dynamisme écologique, repeuplement territorial et renforcement de la cohésion sociale.

LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE : doit comprendre une trajectoire crédible de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, assurer la protection de notre biodiversité. En même temps, elle doit viser l'amélioration du bien-être et la qualité de vie des citoyens, en réduisant les inégalités aberrantes de patrimoine et de revenus, et en offrant les mêmes opportunités à l'ensemble de la population.

2^{ème} Proposition : Revoir nos règles de concurrence mondiale et le

fonctionnement de l'UE

- Notre modèle de mondialisation est apparu fragile, mettant les gens et les nations dans une position de confrontation. Elle a aussi affaibli la position des Etats et leurs souverainetés, en l'absence de véritable projet commun et par la volonté d'imposer ses propres intérêts pour renforcer certaines positions dominantes. Enfin, elle est apparue comme « un jeu à somme nulle », alors que certaines régions du monde se sont enrichies, d'autres se sont considérablement appauvries et beaucoup sont restées dans la misère. Au centre de ce système se trouve la compétitivité coût, la croissance d'un appareil productif destructeur de la biodiversité et la logique des marchés financiers. Il faut maintenant sortir de ces logiques en valorisant davantage la qualité de la production et son impact social et environnemental, ainsi que repenser les règles du système financier : en tant que réserve de valeur et création de crédit, deux biens publics pris en otage, et qui oblige la nationalisation permanent des pertes de l'industrie financière (depuis 2008 et à chaque crise) ; alors que ses gains eux sont majoritairement privés.

Concret: Favoriser l'émergence de normes environnementales et sociales pour protéger nos industries et favoriser toute contribution de ce type, avant la contribution financière. Cela demande une profonde refonte du système des marchés et celui de la cotation des entreprises ; ainsi que du rôle des grands acteurs bancaire et donc, in fine, de la BCE.

- Il faut permettre la mise en place d'une compétitivité extra-financière : en instaurant des exigences sociales et environnementales au cœur de toutes activités économiques. Il faut ensuite se doter d'instruments capables de faire respecter ses exigences : comme une taxe carbone aux frontières de l'UE, une harmonisation des règles fiscales et sociales.

Concret: Coordonner un effort d'harmonisation de nos normes environnementales et fiscales européenne, afin de mieux se protéger d'une concurrence mondiale « très carbonée » et de moins bonne qualité. En même temps, profiter de ce mouvement pour créer un impôt européen, qui permettra un vrai effort de redistribution entre nos pays membres et le financement d'investissement à très forte valeur humaine et environnementale.

- L'Union Européenne s'est doté de nombreuses règles (à défaut de vraies politiques européennes) qui sont apparus comme autant de facteurs aggravant en temps de crises ; et empêchant toute reprise une fois la crise passée. Beaucoup de ces règles contraignent trop fortement l'investissement productif et empêche la solidarité entre états membres au moment même où elle serait le plus nécessaire. Pire, l'Europe est paradoxalement devenue l'endroit où les rivalités économiques sont le plus exacerbées, souvent au bénéfice d'autres continents comme les Etats Unis et la Chine. Cette fragmentation de la mondialisation doit pouvoir être une chance pour l'Europe si elle sait définir de nouvelles règles et redonner un sens commun à son projet.

Concret: L'Union Européenne doit se doter d'un nouveau projet et d'une nouvelle façon de fonctionner (le centralisme, non-électif, de Bruxelles pose tjrs problème), sinon la vague nationaliste continuera de déferler en Europe. L'idéal de liberté et de démocratie que représente le vieux continent doit être renforcé, ainsi que les garanties d'offrir « une vie digne » à tous ses citoyens, et une forte solidarité entre ses membres. L'Europe doit être claire que dans les règles de mondialisation actuelle, elle n'a rien à y gagner (sinon sa désindustrialisation et le chômage de masse). Alors que la compétition s'accroît entre les USA et la Chine, l'Europe doit se doter d'une stratégie de long terme, capable de renouveler le rôle d'attrait que le Vieux Continent, continue d'exercer. Une stratégie capable d'entraîner le monde dans un autre chemin, vers plus de justice et d'écologie. Une stratégie de cette ampleur, ne pourra réussir, que grâce à un partenariat renforcé, transparent et d'égal à égal avec l'Afrique (continent vers lequel l'UE a toujours été tourné, déclaration Schuman, mais qui a perdu de la vitesse ces dernières années et a besoin de connaître un

nouvel élan). Dignité humaine et souveraineté populaire doivent se rappeler à cette Europe, qui se doit d'éradiquer la misère (là où elle a contribué à en créer ces dernières années)

3^{ème} Proposition : Revoir le rôle de nos grandes entreprises mondialisées :

pour une meilleure indépendance des Etats, une meilleure répartition des richesses et de la prise de risque.

- Les entreprises internationales par le poids qu'elles occupent dans nos économies et les externalités qu'elles génèrent, ainsi que la mise en compétition des ressources se retrouvent au centre de plusieurs défis: celui de la lutte contre le réchauffement climatique et de la réduction des inégalités sont les plus importants. La croyance en une autorégulation du capitalisme par les actionnaires a montré ses limites, lors de la crise de Covid-19 mais déjà en 2008, et son incapacité à résoudre des problèmes urgents de sociétés. Cet épisode nous montre au passage que cette organisation n'est pas adaptée face au défi climatique du XXI^{ème} siècle. Alors qu'elles ne cessent de demander plus aux Etats, il faut penser un nouveau modèle où Etat et citoyens pourraient demander plus aux multinationales.

Concret: Nos plus gros acteurs économiques ne réagissent que dans l'urgence, comme l'ont montré les dernières crises, et se montre très limités dans ce qu'ils peuvent alors faire, se tournant vers un Etat qu'il avait pourtant amplement critiqué. La logique d'une transition réussie avec pour moteur l'investissement privé venant des entreprises, et promue par Bruxelles à longueur de communication sur son « Green Deal » doit être repensé. Comme dans la société, où la coopération doit être renforcée, avec les scientifiques, les citoyens et les politiques, il faut ouvrir le capital et repenser l'actionnariat. Pour permettre une vraie transition, rapide et cohérente avec nos objectifs climats et une amélioration de nos standards sociaux.

- Demander plus de transparence sur la location des activités des multinationales (la plupart aujourd'hui ne révèle encore pas où précisément elles font leurs chiffres d'affaire), la teneur précise de leurs activités et leurs impacts écologiques (Scope 3 Green House Gaz Emissions) pour mieux juger de leur compatibilité avec un monde bas carbone. Il faut aussi une transparence plus claire sur leurs actionnaires, leurs financements et la façon dont elles s'acquittent de l'IS (Microsoft déclare que la majorité de son chiffre d'affaire en Europe se fait en Irlande et au Luxembourg). Il faut aussi demander à ces entreprises de préciser clairement leur contribution sociale (qui à terme devrait être un prélude pour

opérer une activité économique, à coter d'une contribution environnementale) et leurs politiques de gestion des ressources humaines et naturelles. Il faut que les états financier permettent dorénavant de se faire une idée précise sur les ressources économiques (comme c'est le cas aujourd'hui) mais aussi sociales et environnementales et la gestion de ces dernières. Il faut enfin leur demander d'avoir un scénario claire de transition écologique (comment peuvent-elles se retrouver net zéro carbone et aider la société à l'être en 2050). Probablement que pour atteindre ces objectifs et répondre à ces exigences de la Société, l'organisation capitaliste et libérale de la production mondiale ne se révélera pas adaptée ; ainsi que la forme actionnariale actuelle.

Concret: Encourager les réalisations extra-financières, dans un souci de mesurer la contribution sociale et environnementale des activités économiques.

- Inventer une nouvelle gouvernance: qui permette la reprise de contrôle des Etats et des citoyens sur ces multinationales. Les travaux de recherche sur la bonne gouvernance ont beaucoup insisté sur l'importance d'avoir des boards (conseil d'administration) indépendants et diversifiés: cela est conforme à la théorie de l'agent principal et tend à favoriser la logique capitaliste anglo-saxonne (au détriment de la logique d'un actionnariat familiale). Hors on remarque que l'indépendance de ces boards ne garantit nullement un meilleur focus sur le long terme et une plus grand contribution sociale et environnement. Il y a donc à repenser ce qu'est une bonne gouvernance d'entreprise. A ce sujet il faut dire que les Etats se sont jusque-là peut poser la question, laissant cela aux actionnaires ou en France aux réseaux de chefs d'entreprises (souvent polytechnicien et politiquement bien connectés). Mais il est fort à parier que devant le poids que certaines entreprises sont en train de prendre (typiquement les GAFAs, qui peuvent dominer géopolitiquement certains Etats), elles vont se (re)saisir du sujet. A ce titre, il faut appliquer les lois déjà passées et appliquer les nouvelles (comme la taxe digitale). Il faut en parallèle penser un engagement accru des employés dans la détermination des politiques de l'entreprise. Enfin, il faut permettre l'émergence d'un « control citoyen local » sur l'activité d'entreprise industrielle, puisque ce sont eux qui en subissent les externalités. Cette assemblée pourrait aussi être associé aux décisions et apporter un retour d'expérience. Bref, il faut ouvrir le control de ses entreprises, à défaut de pouvoir rendre les actionnaires responsables des conséquences sociales et environnementales des entreprises.

Concret: Avoir une vision stratégique pour l'activité de notre appareil productif, intéresser davantage les citoyens dans leur gestion. Ce qui permet de penser une véritable politique économique verte et la protection + développement de nos activités capitales, sans centralisme excessif.

- La crise sanitaire nous montre l'importance d'entretenir et de développer l'essentiel : c'est la même exigence qui se trouve au cœur d'un monde dé-carboné. Il faudra fermer et règlementer davantage certaines activités économiques (trop consommatrice en énergie

et trop riche en carbone) et préparer des politiques publiques pour organiser l'importante « destruction créatrice » des activités basés sur les ressource fossiles à des activités basées premièrement sur des performances environnementales et ou sociales.

Concret: Développer un vrai plan économique de long terme pour accompagner la fin des emplois dans les secteurs les plus pollués

- L'écart des normes sociales et environnementales entre différentes régions économiques (et même souvent Etats) a été historiquement bien exploitée par les multinationales, et au détriment des plus vertueux (dans un tel cadre, les gains des uns sont les pertes des autres, et au final les pertes de tous puisque l'on partage une seule planète). Il faut un changement de logique pour permettre une harmonisation vers le haut de ces normes et exigences pour toute activité économique. Pour cela il faut un que les flux financiers arrivent prioritairement à ces activités et que leurs utilisation/consommation soient encouragées.

Concret: Il faut repenser la logique des flux financiers et plus particulièrement celle des marchés financiers et des banques. Partant du constat, que la liquidité amplement délivrée aux banques ces dernières années ne sont pas arrivé à l'économie réelle. Pire, ces liquidités ont alimenté des bulles sur les marchés financiers, et l'économie réelle mis en péril par la fragilité des banques. Cette situation est inacceptable. Les marchés financiers ont montré trois défauts : leur volatilité, leur dépendance aux dollars et à l'économie américaine, et la récompense du court terme. A cette fin, le rôle de la BCE et de la BEI, et leur gestion technocratique doit être repensé.

- Il faut reconnaître le problème et les limites actuelles de l'actionnariat privé et introduire une sorte de « clause environnementale » qui rend les actionnaires responsables des décisions stratégiques en lien avec l'environnement prise par l'entreprise. Si cela n'est pas fait, il faut ouvrir le capital aux Etats, citoyens et employés. Et favoriser la coopération entre scientifiques, politiques et assemblée citoyenne pour établir des plans de transition pour chacune de nos grandes entreprises.

Concret: Les privatisations des gains et la nationalisation des pertes du secteur est une erreur historique, qui est devenu la logique de notre organisation économique et sociale. IL explique, pour très grande partie, l'endettement croissant des Etats européens. Cela a grandement alimenté la contestation sociale. Il faut que la politique reprenne le contrôle de l'Economie (ce fut l'inverse ces dernières années). Les réformes les plus importantes à faire sont institutionnelles et non économiques (fussent-elles paramétriques, petit clin d'œil à la fameuse retraite qui bloqua Paris en décembre 2019, et dont on n'entend plus parler).

4^{ème} Proposition : Un autre fonctionnement de l'Etat pour un nouveau contrat social

- En Europe (aux US également) les institutions se sont révélées en grande difficulté pour faire efficacement face à la crise sanitaire. Le coronavirus a rappelé la fonction essentielle des gouvernements : protéger ses citoyens. L'Etat est de retour au centre de la vie économique et sociale (notamment en décrétant le confinement, et les modalités de sa suspension). Cela montre qu'un Etat efficace est l'atout le plus précieux (contrairement à la croyance que c'est l'absence d'Etat qui confère un avantage compétitif à une nation), mais que l'Etat « nounou » dirigiste a de nombreuses limites, la première étant aujourd'hui le manque de légitimité (plus d'efficacité, on l'a vu sur les masques). A la sortie de cette crise, le rôle de l'Etat sera renforcé, il aura profondément modifié ses prestations sociales et ses finances publiques. Repenser les performances de notre Etat Providence et la gestion des dettes doit permettre de dessiner un nouveau contrat social (« Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ») autour d'une souveraineté populaire européenne et une dignité humaine renforcée.

Concret: Tout travail n'est pas forcément utile, à vouloir jouer le jeu de la reprise économique à l'identique (guidé par le PIB), l'Etat se décrédibilise. Cette stratégie qui affaiblit la cohésion sociale, est aussi destinée à être perdant dans cette compétition mondiale, où l'Allemagne, la Chine dominant. Il nous faut une stratégie de plus long-terme, la force d'un pays ne doit pas être cherchée dans ses entreprises, car cette base est trop fragile. Les entreprises sont mortelles, pas les Etats. Nouvelles politiques publiques pour encourager les activités sociales et environnementales et pas automatiquement le salariat. Dans un tel modèle, il faut offrir les protections idoines. Et donc un Etat qui offre des ressources (financières, éducatives..), plutôt que de maigres filet de sécurité pour un salariat à vie.

- Il faudra également surveiller toute possible dérive autoritaire d'un Etat, qui règnera désormais en maître sur le social, et les interactions humaines (jusqu' à définir nos habits et modes de vie).

Concret: La réponse de l'Etat français à la crise, c'est faite majoritairement sans les citoyens. Ils ne sont n'y consulter pour donner leur accord, n'y pour débattre. Si bien, que l'on se demande à quoi l'Etat pense qu'ils servent, si ce n'est à « s'arrêter quand on le leur dit » et « repartir quand il en s'on instruit ». Il n'y a eu aucun débat démocratique sur la gestion de la crise sanitaire et pendant le confinement. L'inclusion de la société dans l'élaboration des

politiques publiques, doit être un des objectifs majeurs de la stratégie gouvernemental. Surtout quand on voit le succès de cette stratégie, face à la catastrophe sanitaire, à ignorer les citoyens. Il faudra lancer une grande consultation sur toutes les mesures de contrôle des comportements (mis en place depuis l'Etat d'urgence). L'absurdité et la dangerosité de certaines doivent pouvoir être contesté par une Assemblée citoyenne, qui part là pourrait aussi proposer certaines mesures. Surtout en ce qui concerne la santé, où les incertitudes sont très fortes, cela doit l'inciter (l'Etat) à davantage de retenu dans le micro management des vies des citoyens.

- Passer d'un Etat Providence à un Etat garant des ressources naturelles, humaines et des biens publics. Mise en place d'un revenu permettant l'accompagnement de projet de transition écologique. La protection des biens publics et communs afin d'en garantir la souveraineté et leur plus juste usage.

Concret: La logique d'assistance et de solidarité (qui a prévalu au lendemain de la guerre), ne semble plus remplir son rôle. Pire, elle cristallise les critiques, maintient en échec certaines des populations les plus fragiles, et alimente les ressentiments face à de nombreuses situations différentes (spécificité des statuts). Il faut pouvoir apporter plus clarté et d'opportunité. A cela s'ajoute le fait que ce système a été pensé sur les bases du salariat, avec un taux de chômage très faible. Aujourd'hui le modèle du salariat est contesté et le chômage a explosé. L'ambition désormais doit être de passer de cette logique d'assistance à celle de la garantie (bien sûr en échange de contrepartie, notamment celle de s'impliquer dans des activités culturelles, sociales et environnementales). Garantie d'un minimum de ressources financières, garantie d'une formation à avenir, garantie d'un minimum d'insertion sociale. Sans ce modèle on s'en remet aux aléas économiques.

- Un plan de relance massif, inédit et coordonné, avec pour objectif la protection de l'environnement et le renforcement de la souveraineté populaire en Europe. Pour l'Etat il s'agit de se donner d'un plan stratégique capable de mieux guider les investissements ; en engageant une profonde restructuration de notre appareil productif et en redirigeant de façon systématique l'investissement vers la reconstruction écologique. A ce titre, la croyance en une transition énergétique et écologique, qui sous-tend la logique du Green Deal européen, largement financé par le privé, nous semble erronée. Il faut une contrainte plus forte sur les acteurs privés largement responsable des émissions de gaz à effet de serre, et un engagement plus fort de l'Etat pour diriger cet effort de réorientation de nos économies. A ce titre, et alors que la productivité a disparu de nos économies, il est pertinent de se doter d'un objectif, d'un outil, d'un indicateur, de « productivité verte ». C'est cette productivité qu'il faut désormais favoriser dans nos économies. A la lumière de cette productivité verte, il faut être précis dans ce qui doit être financé et où désinvestir

(oui, il faut parler de désinvestissement : surtout dans beaucoup d'entreprises où l'Etat est actionnaire parmi les plus émettrices au monde).

Concret: Il faut mobiliser davantage les énergies des citoyens dans la construction d'une société plus écologique, et non sans remettre à logique d'investissement des grands groupes privés. Ce changement de paradigme, implique que les aides et incitations fiscales deviennent très majoritairement concentrées sur les citoyens. La réglementation de l'activité industrielle privée doit être renforcée: notamment pour nous permettre de juger très vite les activités adaptées à un monde bas carbone.

- Une clause environnementale de la commande publique, une revalorisation et réappropriation massive des biens publics et un nouveau narratif collectif autour de l'environnement et de la justice sociale et la démocratie. Dans un souci, de se recentrer sur l'essentiel et de bâtir plus solidement dessus. C'est autour de ces biens publics que doit s'organiser la réflexion autour de la production, de leur préservation et de la bonne gouvernance. Ces réflexions définiront ensuite la ligne rouge de ce qui n'est pas négociable avec le secteur privé

Concret: Se recentrer et revaloriser nos biens publics peut faire émerger un mode de vie qui renforce le collectif et offre de nombreuses possibilités aux citoyens : c'est une question de priorité, de moyens, de temps et de concertation.

- Le retour d'un Etat stratège, se doter d'un plan cohérent appuyés par des objectifs de développement durable, de transition énergétique et de réduction des inégalités. Avoir une vision stratégique sur notre appareil productif. Cela ne veut donc pas dire le retour d'une politique de puissance à la De Gaulle: i.e. « une vision centralisatrice sans en avoir plus les moyens ». Non il faut une réorganisation profonde des administrations, pour les rendre capable de réfléchir et impulser ses stratégies (aujourd'hui co-existence aux Ministère des Finances et Quai d'Orsay de deux entités) au niveau de la région et de la commune cette réflexion stratégique, qui doit déboucher sur un regain de souveraineté populaire.

Concret : Un des objectifs doit être l'eupéanisation du système productif des différents Etats membres, autour de la protection de nos secteurs clés, ceux qui garantissent la sécurité de ces citoyens et la souveraineté de l'Etat. Il y a aura toujours un déséquilibre en Europe, et donc des divisions fortes, si la répartition des activités industrielles restent si disproportionnées. L'opportunité est que ces activités vont connaître de profondes modifications ; pour l'Europe c'est une chance de proposer un plan collectif pour mettre davantage en commun, « verdir » et renforcer l'utilité sociale de son outil industriel. Un outil qui aujourd'hui est durement concurrencé à l'international, très carboné et qui renforce les inégalités ... et bien souvent peu productif (donc pas de gains de salaires ni de

bien être possible). Une intelligence économique dynamique, autour de critères précis, doit guider le développement de cette transformation industrielle, à la fois en identifiant les opportunités que pour nous garantir une indépendance économique.

- Un Etat numérique: il faut que l'Etat numérise bon nombres de ses fonctions mais à chaque fois en étant guidé par le souci de renforcer la liberté et non pas par une volonté de contrôle. S'inspirant de l'impôt à la source, il faut des versements automatiques de même. Cela doit conduire à une administration moins lourde, des démarches moins importantes de la part des citoyens et une prise en charge immédiate (la question du timing est essentielle dans l'aide au plus démunis). L'Etat doit aussi assurer une protection numérique de ses citoyens, notamment le droit à ses données.

CONCLUSION: BATIR AUTOUR DE TROIS PILLIERS

DE NOUVELLES POLITIQUES ECONOMIQUES : Elles doivent comprendre une trajectoire crédible de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'assurer la protection de notre biodiversité. En même temps, elle doit viser l'amélioration du bien-être et la qualité de vie des citoyens, en réduisant les inégalités aberrantes de patrimoine et de revenus, et en offrant les mêmes opportunités à l'ensemble de la population (financement de grands projets autour de biens publics). Elles doivent permettre de penser ce développement sans la nécessité de la croissance économique (ou au moins telle que mesurée par le PIB). Et donc de penser une activité économique citoyenne davantage tournée vers environnementale, culturelle et sociale, ainsi qu'une revalorisation de nos biens publics pour renforcer la cohésion sociale.

UN NOUVEAU MODELE SOCIAL : Il faut passer d'un état protecteur face au travail et à filet de sécurité minimal (car bien souvent quand il faut y faire appel, c'est déjà trop tard « la trappe aux aides sociales »), à un état qui libère davantage les énergies, garantit un capital économique et une formation minimum et accompagne les opportunités. Il faut arrêter de tout baser sur le travail au sein des entreprises, de plus en plus rares, inutiles et destructeur. Comme la relation au travail change, la nature des prestations doit changer. Ce changement de paradigme permettra de relancer l'insertion sociale, compromise aujourd'hui par la rareté et la précarité de l'emploi, mais qui continue à définir le statut social au sein de notre société.

SOUVERAINTE, DEPENDANCE & INTERDEPENDANCE : La mondialisation actuelle exacerbe la compétition, souvent au détriment de la planète. La souveraineté de bcp d'Etats est mise en danger par le poids géopolitiques de certaines entreprises privés (GAFA). Notre partenariat européen actuel, implique une perte de d'indépendance nationale trop importante, et qui ne se

retrouve par un gain de souveraineté européenne : Elle reste à inventer, sinon la destruction des tissus sociaux au sein de ses Etats membres continuera. Il faut une vision stratégique sur la transition énergétique et les technologies nécessaires pour la réussir, renégocier nos traités européens via un nouveau contrat social entre peuples européens, et redéfinir les règles de jeux de notre mondialisation actuelle à la fois pour mieux se protéger que pour avoir un échange basé sur la coopération et non sur une compétition exacerbée. Pour cela il faut mettre en place des normes environnementales et sociales plus élevées, pour sortir de la compétitivité coût.